



**LA NOMINATION**  
par Vincent Bolloré  
de Geoffroy Lejeune à  
la tête du "JDD" émeut  
le monde médiatique.  
Une intervention  
non condamnée en soi,  
mais en raison  
des convictions  
d'"extrême droite"  
de l'ancien directeur  
de la rédaction de  
"Valeurs actuelles".

Reprise en main du "JDD"

## INQUIÉTUDES LÉGITIMES ET LARMES DE CROCODILE

**D**ans le microcosme médiatique, c'est le drame : Vincent Bolloré poursuit au *Journal du dimanche* son entreprise de reprise en main d'organes de presse. Le milliardaire a placé à la tête de l'hebdomadaire Geoffroy Lejeune, évincé de *Valeurs actuelles*. La rédaction du *JDD* a déclenché une grève pour protester. L'inquiétude est légitime : Vincent Bolloré a montré qu'il était un patron de presse autoritaire. Ce catholique traditionaliste semble mû par la volonté farouche d'imposer aux médias qu'il contrôle la promotion de ses idées réactionnaires. L'entreprise Bolloré constitue surtout une étape supplémentaire dans la concentration des médias en France, 80 % d'entre eux sont aux mains de neuf milliardaires, et une vingtaine de personnalités détiennent la quasi-totalité des journaux, chaînes de télé et stations de radio du pays. Parmi eux, Bernard Arnault (*les Échos*, *le Parisien*), Xavier Niel (*le Monde*, *l'Obs...*), mais aussi Daniel Křetinský (*Elle*, *Franc-Tireur* et... *Marianne*).

Est-ce cela qui est remis en cause par ceux qui s'indignent du basculement au *JDD* ? La tribune, signée par une trentaine de sociétés des journalistes, s'indigne du fait que la nomination serait « incompatible avec les valeurs que porte le journal depuis soixante-quinze ans ». La ministre de la Culture, Rima Abdul Malak, s'alarme

au nom de « nos valeurs républicaines ». De quelles « valeurs » parle-t-on ? Le *JDD* s'est surtout distingué, ces dernières années, par son soutien indéfectible au gouvernement...

L'observation de ce spectacle produit un sentiment dérangent : comme si l'intervention de Bolloré n'était pas condamnée en soi, mais uniquement en raison des convictions « d'extrême droite » de ce dernier. Comme si l'on ne remettait pas en cause la laisse avec laquelle le milliardaire tient ses journalistes mais le fait qu'il tire un peu trop fort dessus. Comme si l'on disait aux patrons de presse : « Achetez-nous, contrôlez-nous, dirigez-nous, mais, de grâce, laissez-nous au moins être centristes ! »

À la Libération, le Conseil national de la Résistance (CNR) avait décrété la nécessité de « libérer la presse des puissances d'argent » et mis en place des ordonnances interdisant à une personne d'être propriétaire de plus d'un journal. Un héritage progressivement détricoté. Une réelle volonté politique pourrait s'appuyer sur l'article 11 de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789 : « La libre communication des pensées et des opinions est un des droits les plus précieux de l'homme. » Un principe un tantinet plus conséquent que : « Les grands patrons de presse n'ont pas le droit de nommer des directeurs trop à droite. » ■

HADRIEN MATHOUX

### IL A OSÉ LE DIRE

**“La REV promet une écologie métaphysique là où EELV promet une écologie mathématique.”**

**AYMERIC CARON**, député Nupes membre de la REV (Révolution écologique pour le vivant), *le Point*, le 24 juin 2023.

## PRENONS-LES AU MOT

### IMMERSION EN EAUX TROUBLES

**D**ans un article intitulé « Les mondes immersifs sont une porte d'entrée vers les livres », *l'Express* s'intéressait, le 21 juin, à « la collision de deux univers » : celui des livres et celui de la « tech ». Le lendemain, *Paris Match* titrait « L'été sera chaud... et immersif » et tentait de donner une définition à ce « terme tendance » : « des expositions ou "expériences" où le visiteur est plongé dans un univers extraordinaire ». Cette acception n'est pas très éloignée de l'étymologie du mot « immersion », emprunté (1374) au latin *immersio*, de *immersum*, supin du verbe *immergere*, « enfouir, plonger dans ». Mais elle peut faire sourire quand on pense à cette mode des journalistes de présenter n'importe quel déplacement officiel en province comme une « immersion ». « Marseille en grand, Macron en immersion », titrait par exemple *l'Opinion* le 25 juin pour désigner le bref séjour du président dans la cité phocéenne. Le 11 juin, c'est *l'Express* qui annonçait un Wauquiez « en phase d'immersion auprès des Français pour bâtir une offre politique ». Pour évoquer un simple déplacement d'une députée de Maine-et-Loire dans une commune de sa circonscription, *Ouest-France* titrait le 23 juin : « Les Garennes-sur-Loire. Une parlementaire en immersion ». Le plus drôle est sans doute que les politiques reprennent régulièrement à leur compte ce terme pour se vanter d'être proches des Français et de leurs préoccupations. Sans se rendre compte qu'ils confirment par là se rendre dans un univers parallèle, se plonger temporairement, pour reprendre l'étymologie du mot, dans une réalité qu'ils ont hâte de quitter et qui leur est étrangère. ■ SAMUEL PIQUET